Un plan simple pour sauver le monde (première partie)

Partage international n° 194 – Octobre 2004

par Jeffrey D. Sachs

On a de plus en plus de peine à croire l'adage selon lequel les « gens ont les gouvernements qu'ils méritent ». Malgré des atouts sans précédents – richesse, technologie, puissance militaire sans rivale – Washington a plongé les Etats-Unis dans une crise qui ne cesse d'empirer : un déficit budgétaire qui atteint des proportions gargantuesques, un budget militaire vorace qui n'achète ni la sécurité ni la tranquillité d'esprit, une négligence désastreuse pour les changements climatiques créés par l'homme, sans parler d'une politique internationale qui a fait de nous en trois ans l'un des pays les plus redoutés de la planète. Cette crise, semble-t-il, n'est que la conséquence des erreurs de priorités de notre nation dans ses relations avec le reste du monde. Dans cet article, je propose un certain nombre d'idées concrètes sur la façon d'y remédier.

En dépit de nos problèmes, je suis optimiste – mais pas d'un optimisme incorrigible, d'un optimisme basé sur des faits. A savoir que tous les problèmes essentiels auxquels nous devons faire face ont une solution. Les grands défis qui nous attendent, que ce soit le climat, la biodiversité, la santé de la population mondiale, l'extrême pauvreté, la violence croissante et le « *choc des civilisations* » peuvent tous être résolus, à un faible coût et pour un bénéfice à long terme immense. Notre génération a un marché en main, une chance de décider de notre monde et d'en faire un lieu de vie planétaire prospère et pacifique pour le restant du siècle.

Ce qui fait tant souffrir le monde actuellement, c'est l'instabilité provenant de pays laissés-pour-compte, d'endroits où prospèrent la faim, la mort et les maladies, et où de jeunes hommes, acculés à la pauvreté, au chômage massif, à l'absence de système éducatif et au désespoir, se livrent à toutes sortes de violences. Les problèmes de la misère ne sont pas des « plaies d'Egypte » envoyées par un Dieu courroucé. Ils résultent plutôt de sociétés en manque d'infrastructures sanitaires efficaces, d'écoles et d'enseignants, de réseaux routiers dignes de ce nom, etc. Ce dont ces pays ont besoin, ce sont d'investissements massifs dans les services sociaux et autres infrastructures de base ; mais leur problème, c'est qu'ils ne disposent pas des ressources suffisantes à y consacrer. Ils sont ainsi plongés dans une sorte de spirale infernale de misère, une misère qui n'avait rien d'inéluctable si l'aide financière concédée par les Etats-Unis, l'Europe et autres pays prospères était suffisamment conséquente pour produire un effet décisif. Le plus étonnant est que les Etats-Unis dépensent chaque année quelque 450 milliards de dollars pour se défendre contre des menaces extérieures qui naissent largement de conditions de vie pathogènes dont le traitement ne dépasserait guère plus de 13 milliards de dollars !

On peut avec une certaine précision estimer les ressources financières nécessaires pour mettre un terme à cette misère extrême, et donc placer des sociétés instables et désespérées – comme l'Ethiopie, Haïti, la Bolivie, l'Afghanistan et des dizaines d'autres – sur la voie d'une croissance économique endogène. En aidant ces nations à surmonter leur pauvreté endémique, nous les rendrions capables de devenir des voisins stables et des partenaires économiques plutôt que des foyers de terreur, de maladie, de migration clandestine massive et de trafic de drogue.

De 2000 à 2001, j'ai présidé la commission *Macroéconomie et Santé*, de l' Organisation mondiale de la santé (OMS). A l'époque, la directrice de l'OMS, Gro Harlem Brundtland, m'avait chargé de réunir un groupe de financiers et d'acteurs de santé publique, afin d'étudier comment gérer au mieux les désastres sanitaires qui ravageaient le tiers monde. Les mondes de la finance et de la santé ont rarement l'occasion de se croiser, encore moins de travailler sur un projet commun.

Au début de notre travail, pour les gens du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM), il ne faisait aucun doute que les pauvres étaient responsables de leur misère. *« Si seulement ils arrêtaient de gaspiller l'argent* [qu'on leur donne] *par des pratiques de corruption et des erreurs de gestion répétées, ils seraient certainement en meilleure santé. »* Les acteurs de santé publique, quant à eux, partaient du point de vue inverse : *« Si*

seulement les pauvres n'étaient pas tout le temps malades, ils auraient suffisamment d'énergie et de ressources pour sortir de leur situation de pauvreté. »

Consensus

Le plus extraordinaire, c'est qu'il est sorti de ce travail, de ce brainstorming, un engagement détaillé, concret, où l'on ne trouve nulle trace des déclarations et des postures tranchées qui ont pu se manifester de temps à autre. Lorsque surgissait un désaccord, notre première démarche était de rechercher des informations, des données factuelles. Nous demandions des expertises, effectuions tous les calculs nécessaires. Et ce qui s'est produit pourrait servir de leçon au monde entier : cette commission si disparate est véritablement parvenue à un consensus. Nous avons montré que la crise sanitaire qui frappe l'Afrique et d'autres zones déshéritées de la planète était en effet source de pauvreté endémique. La maladie, l'agonie qui frappe de très larges fractions de la population mondiale les empêchent de se procurer des revenus et de payer des impôts. Cette absence de rentrées jointe à la banqueroute des gouvernements ont provoqué l'effondrement des systèmes sanitaires, laissant libre court aux épidémies de toutes sortes. On ne peut sortir de ce cercle vicieux sans l'aide des pays riches.

Mais comment faire ? La réponse est à la fois choquante et encourageante : si la facture de la santé est trop élevée pour des pays dont le revenu par tête est d'un centième du nôtre (300 dollars par personne et par an pour le Ghana contre 39 000 pour nous, aux Etats-Unis), elle est en fait extrêmement modeste comparée aux revenus du monde riche. En particulier, la commission s'est aperçue que les nations prospères, moyennant une infime participation financière, pourraient sauver annuellement huit millions de vies humaines dans les pays les plus pauvres, dont une large proportion sont des enfants qui meurent avant l'âge de cinq ans. Cela entraînerait une baisse de la population mondiale dans les décennies à venir, car les taux de natalité chutent en raison directe de la hausse des taux de survie des enfants.

Alors, comment atteindre ces fabuleux résultats ? Un investissement de 25 milliards de dollars de la part des pays riches permettrait entre autres une attaque massive contre le sida, la tuberculose, la malaria, une politique plus efficace de vaccination et l'instauration de conditions périnatales plus sûres. Ces 25 milliards sont bien peu rapportés aux revenus annuels (25 mille milliards de dollars) du monde riche (Etats-unis, Canada, Europe de l'Ouest, Japon, Australie et Nouvelle Zélande). Cette contribution ne prélèverait qu'un millième de notre revenu annuel, soit 10 cents de chaque dollar du Produit intérieur brut (PIB) occidental.

Enfant, j'ai appris qu'une vie n'avait pas de prix, qu'il fallait tout faire pour la sauver, mais je ne pensais pas alors qu'il me faudrait étendre cette tâche à huit millions de vies par an. Nous avons grandi à l'ombre de l'Holocauste, avec ses six millions de martyrs. Comment pourrions-nous ergoter, ne serait-ce qu'un instant, sur la question de savoir si consacrer le millième de nos revenus n'est pas trop pour sortir le monde pauvre de sa misère, surtout quand on sait que cette pauvreté vient s'échouer sur nos plages de multiples façons.

Pendant des années, je me suis battu contre nombre des conservateurs de Washington, qui ne voulaient pas entendre parler de ce rêve où les pays riches (dont les Etats-Unis pour la moitié) accepteraient de verser 25 milliards de dollars ne serait-ce que pour sauver des millions de vies par an. J'ai vu le président Bush accorder aux grosses fortunes de notre pays une baisse d'impôts de 200 milliards. J'ai vu le budget militaire s'enfler jusqu'à atteindre 450 milliards de dollars pour cette seule année, en hausse de 150 milliards depuis l'arrivée de l'Administration actuelle ! Ce qui n'a pas empêché le président de demander une rallonge de 87 milliards pour l'Afghanistan et l'Irak. Mais les Américains commencent à comprendre plus clairement ce que nous obtenons en réalité pour ces 87 milliards, et que nous pourrions en espérer beaucoup mieux.

Toutefois, il faut bien reconnaître que l'amélioration de la situation sanitaire dans les pays pauvres sera loin de suffire à mettre fin à cette misère extrême. Pour aider l'Afrique, l'Asie centrale, les Pays andins et d'autres régions torturées du tiers monde à échapper à la misère économique et sociale, les nations riches devraient consentir des investissements majeurs, non seulement dans la santé, mais aussi dans l'éducation, les systèmes routier et énergétique, l'eau, l'hygiène, et bien davantage. On ne peut alors s'empêcher de se demander si la panoplie des aides n'excèderait pas de loin les ressources des Etats-Unis et des autres pays prospères. En fait, et de manière surprenante, il n'en est rien.

A la suite de notre travail à la commission de l'OMS, on m'a chargé d'établir une évaluation sur cette question, cette fois comme conseiller spécial du secrétaire général de l'Onu, Kofi Annan. *Le Projet du millénaire*, que j'ai l'honneur de diriger à sa demande, a pour but d'explorer, de faire le tour des

différentes politiques, des différents investissements qui pourraient permettre à un milliard de personnes de sortir une fois pour toutes et sans délai de la pauvreté qui les paralyse et déstabilise le monde. Là encore, j'ai employé la stratégie précédente, stratégie que je qualifie de « délibération analytique », et qui consiste à convoquer des représentants de spécialités et groupes d'intérêts les plus divers pour résoudre des questions très précises.

Ce *Projet du millénaire* ne s'achèvera pas avant 2005. Mais les préliminaires sont aussi encourageants que l'avaient été les résultats de la Commission. Ils prouvent en particulier que la fin de la pauvreté abjecte est à portée de main ; que ce n'est plus un rêve fou, mais un concept financier solidement charpenté. Si les pays pauvres exercent un pouvoir responsable et si le monde riche fait l'effort de financer les hôpitaux, les écoles, les routes, les centrales énergétiques et les travaux d'amélioration du sol, non seulement l'Afrique pourrait survivre, mais elle pourrait même devenir un continent prospère. Et les points sombres de la planète cesseraient d'être des foyers de terreur pour devenir à leur tour des acteurs respectables dans une économie mondiale qui serait bien plus efficace pour étendre à tous les bienfaits de la prospérité.

Nous avons calculé, en première approximation, qu'aux 25 milliards de dollars que le monde riche devrait investir dans la santé, il nous faudrait en ajouter une cinquantaine pour mener des réformes dans des domaines aussi divers que l'éducation, les routes, etc., ce qui pourrait porter la facture annuelle aux alentours de 75 milliards de dollars. Environ la moitié de cette somme viendrait des Etats-Unis, soit 35 milliards de dollars. Il faut préciser que l'argent des pays riches ne prendrait pas la clé des champs pour se payer du bon temps ou rejoindre les banques suisses, ni même s'évanouir en fumée, comme en Irak : tous ces investissements seraient réalisés avec des objectifs spécifiques, identifiables et mesurables, comme la recherche sur la malaria et autres infections endémiques du tiers monde ; les médicaments anti-rétroviraux ; la construction de nouveaux puits et de fosses sceptiques dans les campagnes ; ou la création de routes secondaires pour transporter les productions fermières jusque dans les villes, enrichissant ainsi les agriculteurs tout en luttant contre la criminalité des bidonvilles.

Des considérations comptables s'introduisent ici dans cette affaire de vie et de mort de notre planète. Supposez que les Etats-Unis envisagent de dépenser 35 milliards annuels supplémentaires pour aider les pays pauvres. Serions-nous en mesure de le faire ? Réflexion faite, il ne s'agirait guère que d'un septième des réductions d'impôts du président Bush ; de la moitié de ce que nous dépensons chaque année en Irak ; d'un quart de l'augmentation de notre budget militaire ; ou d'un douzième de notre budget militaire total. Bref, cela ne présenterait aucune difficulté, si seulement nous prenions conscience que nous avons été trop loin dans notre façon militaire d'aborder notre sécurité, alors qu'il aurait été beaucoup moins coûteux et plus satisfaisant de prévenir les crises en répandant la prospérité et l'espoir.

La réalité choquante, sans même que les Américains en aient conscience, est que la contribution américaine à l'aide au développement, mesurée en pourcentage du PIB, est la plus basse des pays donateurs. La Suède, par exemple, y consacre 0,87 %, à comparer avec nos 0,13 %. En d'autres termes, nous donnons 13 cents pour 100 dollars de notre PIB, alors qu'il suffirait que nous ajoutions de 35 à 50 cents pour terminer le travail. En 2002, l'Administration Bush avait fait la promesse solennelle, dans le cadre d'un accord international connu sous le nom de Consensus de Monterrey, de faire des efforts concrets pour faire passer à 0,7 % son aide au développement – ce qui serait plus qu'assez pour faire face aux besoins des pays les plus pauvres. Le Consensus sitôt signé, la Maison blanche a ignoré sa promesse, et vous, vous n'en avez probablement jamais entendu parlé. Hélas, les pays pauvres la connaissent trop bien, et savent comment elle l'a rompue, l'encre à peine sèche.

Mais ce pays ne peut ignorer plus longtemps les obligations qu'il a vis-à-vis du monde. Pour le moment, la valeur américaine d'altruisme est mise de côté. Du simple point de vue de notre propre intérêt, nous devons supporter ces coûts pour garantir un siècle de paix. Et il nous faut les considérer comme un investissement qui, en fin de compte, nous assurera un trésor indicible parce que nous aurons épargné des souffrances indicibles.

Article paru aux Etats-Unis, dans le magazine *Esquire*, en mai 2004. Reproduit avec la permission de l'auteur.

Auteur : Jeffrey D. Sachs, professeur, économiste, universitaire et analyste des politiques publiques, est américain. Il est connu pour ses travaux sur le développement durable, le développement économique et la lutte contre la pauvreté. Il est président du Réseau des solutions pour le développement durable des Nations unies et membre de la Commission des Nations unies sur le haut débit au service du développement.

Sources : magazine Esquire
Thématiques : Société, politique, Économie

Rubrique : Divers